

La section UNSA-IESSA : partenaire de l'administration, mais pas complice

Suite à notre tract faisant part de notre indignation après que le comité technique du SNA/GSO a accepté la baisse du besoin opérationnel de la plate-forme (en s'attaquant à celui du CESNAC) et, par conséquent, la baisse du BO national, nous pensons utile de rappeler nos valeurs et pourquoi les IESSA soutiennent l'UNSA-IESSA et notamment sa section syndicale du CESNAC.

Des raisonnements dévoyés au service de la baisse des effectifs

Le bilan du combat de ces dernières années de toutes les OS sur les effectifs est un échec. Il ne suffit pas de prétendre défendre les effectifs et, parfois, de déposer un préavis d'une journée : ceci ne dérange visiblement pas l'administration et, pour tout dire, ne l'a jamais fait. Pour comprendre, rappelons qu'une grève vise à appuyer des revendications en faisant pression sur l'employeur par la perte de production que la cessation de travail entraîne. Il s'agit d'une épreuve de force. La DSN produit des services de navigation aérienne et nous savons qu'une seule journée de grève des IESSA n'engendre aucune régulation et, donc, aucune pression sur notre employeur. Rappelons cette disposition particulière de l'exercice du droit de grève dans les services publics (cf. code du travail) :

« Pendant la durée du préavis, les parties intéressées sont tenues de négocier. »

La réglementation n'oblige pas l'administration à négocier avec un syndicat, sauf lorsqu'un préavis de grève a été déposé. Ainsi, mettre fin à un mouvement de grève avant d'avoir pu obtenir satisfaction ne répond à aucune logique. Un tel mouvement ne devrait cesser que suite à une bonne négociation satisfaisant au moins partiellement toutes les parties (ou si le mouvement n'était plus suivi par la base). Aussi, déposer un préavis ponctuel pour une seule journée de grève est très inefficace pour appuyer des revendications. Et si c'est pour "envoyer un message", c'est une communication qui coûte cher... **L'UNSA-IESSA a donc choisi de changer de méthode** avec des mouvements sur la durée et en mettant la DSN devant ses contradictions : elle a besoin des IESSA pour conduire sa modernisation.

À l'évidence, se contenter de demander des effectifs ne marche pas : il faut au préalable en justifier la nécessité. **Qui peut croire qu'on se bat pour les effectifs lorsqu'on accepte de diminuer le BO ?** Et seul le besoin en effectif peut s'opposer à sa baisse. Le besoin opérationnel est le paramètre essentiel en ce qui concerne la navigation aérienne. **Le BO national est la somme des BO locaux**, car le besoin part d'en bas et il est établi centre par centre, organisme par organisme. Seul le BO permet de justifier un effectif opérationnel et, donc, de limiter sa baisse : c'est l'objet même de ce facteur. Le reste... c'est du blabla, une vaine gesticulation ou plutôt un rideau de fumée. Le bilan à la sortie de ce CT SNA/GSO est -2 au CESNAC, -2 au niveau de la plate-forme et -2 sur le plan national. Belle avancée lorsqu'on prétend se battre pour les effectifs... Prôner la résignation n'est pas la solution. Il faut au contraire que chaque site défende le BO car, mécaniquement, leur somme contraint l'administration à maintenir les effectifs sur le plan national. **Se battre pour le maintien de son BO, c'est clairement s'opposer à la baisse des effectifs opérationnels.**

Exclusion des IESSA de l'informatique de gestion

Croire que la baisse de ces effectifs va être bénéfique aux centres et à leurs agents, en améliorant l'organisation, est une pure escroquerie. On peut rajouter autant de faux miel qu'on voudra, la pilule reste extrêmement amère et ne passe pas. De plus, est-ce que demain un IESSA pourra postuler pour administrer des systèmes de l'informatique de gestion ? Même si administrer les postes bureautiques et les serveurs de l'informatique de gestion n'est pas notre cœur de métier, doit-on pour autant applaudir l'exclusion des IESSA de ces missions d'exécution et la satisfaction des intérêts particuliers de quelques agents qui seront propulsés dans l'encadrement au détriment de l'intérêt général ?

La lettre de l'UNSA-IESSA au CESNAC

► L'UNSA-IESSA, premier syndicat chez les IESSA ◀

Rappelons que, si l'informatique de gestion devait se retrouver transférée, le besoin opérationnel du CESNAC ne baisserait pas de 2 de façon automatique. L'administration avait fait le choix de détacher deux IESSA faisant partie du BO sur cette activité, mais ce détachement nuit nécessairement au suivi des nombreux projets techniques. Ils ont bien vocation à réintégrer la division technique, où le travail ne manque pas, à l'issue de leur détachement ou lorsque l'activité ou le projet concerné est terminé. La suppression de la cellule bureautique entraînera de facto la fin de leur détachement et ils devront alors postuler comme tout agent sur les postes concernant cette nouvelle structure puisque tel semble être leur souhait. Ils peuvent également postuler avant la fin de leur détachement, mais cela ne change aucunement le principe. L'activité opérationnelle de la division technique est mise à mal par ces détachements et oblige à un surcroît de travail réalisé dans des conditions de plus en plus difficiles.

Les IESSA méritent mieux que le mépris ou l'indifférence

Avec la baisse du BO, le quotidien des IESSA de la division technique se dégradera encore, puisqu'ils sont déjà sous la pression constante des projets toujours plus nombreux et avec un MCO toujours plus exigeant. **Le CESNAC a et aura besoin de chaque agent.** Ceux qui prétendent le contraire, prouvent qu'ils ne connaissent pas nos conditions de travail. Cette pression s'est notamment traduite par un nombre démesuré d'astreintes à demeurer en poste portées parfois par la gendarmerie au domicile des agents (ce qui a été particulièrement mal vécu par eux).

Fort de ce succès, l'administration pourra refaire son coup ailleurs avec l'assistance de ses partenaires. L'accompagnement des systèmes dans leur phase projet avant qu'ils ne soient en exploitation n'est pas pris en compte dans la détermination de l'effectif de référence. Parions que détacher quelques IESSA sur un projet pour diminuer le BO sera le nouveau leitmotiv de l'administration.

Agitateurs productifs et prolifiques ? Affirmatif !

Face au conservatisme, nous revendiquons d'être des agitateurs qui, rappelons-le :

- ✓ ont été le fer de lance pour obtenir une augmentation conséquente du BO ;
- ✓ ont été le principal artisan du changement de la précédente direction aux méthodes de gestion brutales et misogynes par une nouvelle direction qui a su restaurer la confiance des personnels pour remettre le CESNAC en marche : ce dont ne s'est pas plaint l'administration qui a même pu louer l'efficacité retrouvée du CESNAC en quelques occasions ;
- ✓ ont mis fin à la mutualisation des spécialités au sein de la subdivision Réseaux. La précédente direction ayant supprimé les pôles de compétence (appelées sections ailleurs) en plaçant tous les IESSA dans un open space démesuré rendant le travail quasi impossible. Une absurdité ;
- ✓ ont obtenu le respect des temps de repos légaux (« garanties minimales ») lors des interventions de nuit. La santé et la sécurité des IESSA est le premier soucis de notre syndicat ;
- ✓ ont permis de disposer d'un MANEX formellement approuvé (signé) par la direction et lui conférant ainsi le statut d'un ordre protégeant (quand ces ordres sont légaux) les agents l'exécutant ;
- ✓ ont permis de faire apparaître un niveau d'intervention sur les autorisations d'exercice conformément à la réglementation en vigueur, ce qui est un premier pas pour faire reconnaître officiellement l'expertise et donc la spécialisation des superviseurs par exemple ;
- ✓ ont été force de proposition et le principal artisan pour mettre en place avec l'administration les instructeurs « Licence ATSEP » pour qu'ils soient des instructeurs au vrai sens du terme et tout en redonnant ses lettres de noblesse à l'expertise des spécialistes ;
- ✓ sont les défenseurs et les promoteurs dans toutes les instances de la modernisation de la supervision au CESNAC.

La lettre de l'UNSA-IESSA au CESNAC

► L'UNSA-IESSA, premier syndicat chez les IESSA ◀

Notre capacité à proposer, à négocier, à défendre et aussi à être au plus près de la base a fait de nous le syndicat majoritaire au CESNAC. Mais, malgré notre position de *leader*, nous ne ferons jamais de la récupération des actions menées par les autres syndicats (et rappelons ici les nombreuses actions menées au CESNAC en intersyndicale) et ne tirerons pas sur les autres OS. Nous préférons garder notre temps et nos forces pour défendre les IESSA afin que leur travail soit reconnu à sa juste valeur, pour qu'ils ne se retrouvent pas avec de nouvelles missions – comme la cybersécurité – sans AUCUNE contrepartie décentement négociée. Pour nous, la lutte syndicale ce n'est certainement pas ça...

À la chasse aux syndicats, nous préférons la chasse aux erreurs

Oui, nous avons fustigé toutes les OS y compris notre représentant au CT SNA/GSO. Preuve s'il en fallait de l'indépendance des sections de l'UNSA. Nous ne sommes pas soumis à un dogme commun : même si notre sensibilité aux problématiques relatifs aux IESSA est partagée au niveau national, chaque section se bat pour répondre aux besoins locaux, dans un souci de cohérence et de respect des différences. Et quant à notre bureau national, il n'a jamais eu la volonté de mettre en coupe réglée nos sections syndicales pour imposer une vision unique ou une doctrine nationale. Nous revendiquons cette indépendance qui est soutenue par notre bureau national. Cela fait partie de notre identité et c'est aussi notre atout. D'ailleurs, il n'est pas inutile de préciser que cette position du CT SNA/GSO, qui ne représente que lui-même, n'est aucunement soutenue par notre bureau national.

Les IESSA qui adhèrent à l'UNSA-IESSA sont libres : nous ne sommes pas des moutons. Notre devise est « **Libres, ensemble** » et elle ne va pas à tout le monde, nous l'admettons.

Ainsi, **notre BN ne détourne pas les yeux lorsqu'une de ses sections dépose un préavis de grève** mais, au contraire, soutient son combat. C'est cela aussi notre particularité et la force de notre syndicat.

Les OS devraient soutenir les agents recourant à des actions juridiques

Nous n'attaquons pas non plus, ces agents qui sont de plus en plus nombreux à défendre leurs droits en requérant un contrôle de la légalité des décisions les concernant. Dans un certain nombre de cas, ces agents nous sollicitent effectivement pour les aider dans ces démarches, en particulier contre des interdictions à se mettre en grève qu'ils considèrent litigieuses ou abusives. Chacune de ces décisions est un cas d'espèce car fonction de circonstances particulières. Seul l'UNSA-IESSA a la capacité d'assister les IESSA dans ces démarches. On peut être étonné que des extraits de jugements sur des décisions individuelles qui ne devraient concerner que ces agents puissent apparaître dans des tracts.

Il nous semble que le rôle d'une organisation syndicale est de défendre les agents.

Une section syndicale qui ne trahit pas ses engagements

Notre ligne de conduite est de respecter sans faillir les mandats pris en AG. C'est un minimum du respect que nous devons aux agents qui nous ont accordé leur confiance par leur adhésion et qui nous soutiennent par leur vote aux élections professionnelles. Cet engagement fait de nous un partenaire exigeant de l'administration. Certes, nous ne prétendons pas défendre tous les agents pour, en réalité, ne satisfaire que les intérêts ponctuels de quelques individus. Nous ne mettons pas en balance les intérêts particuliers de quelques uns au détriment de l'intérêt général des IESSA. En résumé, nous défendons le corps des IESSA. **Et tout syndicat est le bienvenu pour se joindre à nous.**

L'UNSA-IESSA ne se résigne pas : lorsqu'un site se défend, ce n'est pas au détriment des autres ; lorsque le corps des IESSA se défend, ce n'est pas au détriment des autres corps ; lorsque les fonctionnaires se défendent, ce n'est pas au détriment des salariés, des retraités et des chômeurs. Nous n'acceptons pas le nivellement par le bas. Oui, notre vision du syndicalisme est différente : nous sommes force de proposition car nous croyons au progrès pour tous. Ce sont nos valeurs.